

Congrès national : les attentes des coopératives pour la

En amont du prochain Congrès national, les coopératives ont été invitées à exprimer leurs attentes lors de rencontres territoriales locales puis régionales organisées par les différentes unions régionales. Zoom sur les priorités de celles et ceux qui constituent le Mouvement national.

Le Congrès, un moment clef

« Le Congrès national est un moment important pour la vie du Mouvement, avec ses temps de partage et d'échanges. C'est une plongée dans le réseau national, très intéressante et enrichissante. On apprend à mieux se connaître, on participe à la réflexion nationale pour faire bouger le réseau », souligne Anna Bayle, directrice générale de la Scop Infipp (organisme de formation, plus de 400 formateurs, secteurs santé, éducation et médico-social, Rhône).

Pour Marie Auclair, co-directrice de 3Bis (CAE multi-métiers, 80 entrepreneurs, Isère), participer au Congrès lui permet de savoir quels sont les grands sujets qui animent le Mouvement. « Je suis au courant de la vision politique de la CG Scop et je fais le lien avec la stratégie de ma coopérative. Je contribue à la dynamique locale, aide à construire les priorités pour la prochaine mandature et je suis partie prenante de ce Congrès. En outre, le fait



Infipp.

de partir du terrain, avec les différents niveaux de rencontres est essentiel. » « Globalement on est bien entendus par notre UR, les conseillers sont à l'écoute, et nos demandes remontent assez vite au niveau national », explique Emmanuel Gouy, arboriste, paysagiste et gérant de la Scop Les Jardins de demain (7 salariés, Pays de la Loire), qui ira pour la première fois au Congrès national. Tout comme Lætitia Geneyton, co-gérante de la Scop Rêver les futurs (Studio créatif, 2 salariés, Haute-Garonne) : « L'approche du terrain, du local au national, est cruciale pour être en phase avec les adhérents de la CG Scop. Elle donne la sensation d'être écoutée. J'ai participé aux Escales coopératives des UR d'Occitanie Pyrénées et Méditerranée, et c'est la thématique de l'école de la coopération qui m'a le plus intéressée. Rédiger un plaidoyer, faire rayonner le modèle coopératif comme le modèle viable dominant et définir une sémantique commune sont les clefs pour la suite. Tout comme mettre l'accent sur le poids du Mouvement et qu'il y a des solutions pour un monde plus solidaire et plus respectueux », reconnaît cette jeune coopératrice.

Une urgence à agir

« Pour la mandature à venir, j'attends de voir comment la CG Scop va se saisir de la transition écologique, sociale et environnementale. Nous sommes la 3^e CAE en France à avoir fait notre bilan carbone et ces thématiques font partie de notre stratégie. Nous sensibilisons régulièrement nos entrepreneurs membres. C'est un véritable enjeu pour nous ! », reconnaît Marie Auclair de 3Bis. Quant à Pierrick de Ronne, co-gérant de Bionacelle, réseau de magasins Biocoop (45 salariés, Ardèche), il est conscient de l'urgence de passer à l'action et des contradictions actuelles



3Bis.



Une réalisation des Jardins de demain.

prochaine mandature



Pierrick de Ronne, co-gérant de Bionacelle.

du modèle coopératif. « Le modèle Scop est transformateur mais il reste encore peu connu, et pas assez valorisé. La transition écologique mériterait que l'on soit plus radical dans notre volonté de transformer nos manières de faire. On valorise nos acquis (valeurs, démocratie) mais pas les enjeux d'une société environnementale. Lors des rencontres régionales, j'ai senti des frilosités que l'on ne peut plus se permettre. Il y a une urgence à agir, les enjeux sont énormes mais on ne s'en donne pas les moyens alors que je suis intimement convaincu que le Mouvement peut concilier démocratie sociale et environnementale. En tout cas, on doit avoir plus d'ambition car tout le monde cherche la solution. »

Une attente forte et un besoin d'accompagnement

« On devrait recréer un pacte ambitieux, collectif pour une justice sociale et une transition écologique. J'attends des projections, un avenir plus apaisant et prometteur. Ce que j'essaie d'impulser dans ma Scop. On ne se développe pas pour nous-mêmes mais pour les salariés, et la société future. La rationalité et la réflexion n'empêchent pas une forme de radicalité. Sachant que l'ESS est moins aidée que les entreprises conventionnelles, c'est à la CG Scop de se faire entendre », confie Pierrick de Ronne. Un avis partagé par Emmanuel Gouy des Jardins de demain. Très attentif à l'impact de son activité professionnelle sur l'environnement et les milieux naturels, il a toujours remarqué que ce n'était pas si

difficile d'allier équilibre économique et impacts environnementaux au sein d'une même structure. « Nous sommes confrontés à des limites et contraintes liées aux énergies pour répondre aux enjeux écologiques. C'est tout le paradoxe ! Aujourd'hui j'aimerais un accompagnement plus fort du Mouvement sur la transition écologique car elle induit tout le reste. Si on l'engage, il y a un vrai effet levier sur l'habitat, les ressources, etc. Tout est lié. Les Scop peuvent apporter une autre vision sur l'environnement. On a la capacité à mobiliser et à transmettre », argumente ce gérant.

Soutenir le pouvoir d'agir

Fanny Langlois, directrice générale déléguée de Dessica (40 salariés, Ain), fournisseur de solutions de séchage et de déshumidification pour l'industrie (agro-alimentaire, pharmaceutique, énergies, traitement de l'eau...) parle du pouvoir d'agir des salariés, et de sa Scop en particulier. « Les employés sont les pilotes à bord, ils sont habitués à la coopération et à l'intelligence collective. C'est dans nos pratiques internes, à travers nos partenariats mais cela nécessite du temps et des moyens. Quand nous n'étions qu'un bureau d'études, nous avons fait des choix importants : internaliser la chaîne de valeur, fabriquer en France, pour travailler sur l'efficacité énergétique et avoir une gamme éco-conçue. En 2023, la conclusion de l'analyse du cycle de vie de nos produits a été que 98 % de nos impacts environnementaux négatifs étaient liés à l'utilisation de nos machines chez nos clients. Conclusion : pour avoir moins d'impact, il fallait diminuer le besoin en air sec de nos clients et donc diminuer le nombre de machines vendues. C'était vertigineux ! Nous avons dû nous adapter, modifier notre modèle en renonçant à fabriquer plus. Nous avons travaillé sur l'économie de la fonctionnalité avec une logique de vente d'usage en coopération avec nos clients. La suite va être de développer des machines connectées afin d'optimiser leur utilisation in situ. »

De plus, pour cette directrice générale déléguée, les coopératives ont besoin de nouvelles formes de soutien du Mouvement pour financer leur transition. « Créer un fonds vert pour récompenser les entreprises vertueuses et les inciter à amorcer la transition de leurs modèles d'affaire. Financer de la production immobilisée afin de développer l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. » Elle insiste également sur la nécessité de s'ouvrir à d'autres réseaux, comme Impact France ou la Convention des entreprises pour le climat. « C'est en fédérant les acteurs engagés que nous aurons du poids au niveau de la société civile et que nous ferons évoluer la vision politique. » La transition écologique, les fondateurs de Rêver les futurs l'ont aussi rendue concrète dans leur fonctionnement : mise en place d'un numérique responsable (avec la création d'un serveur local alimenté par un moulin à eau), utilisation de logiciels libres et sélection de clients ayant une vocation sociale et environnementale. « Les enjeux environnementaux sont fondamentaux et doivent faire évoluer les Scop. C'est à la fois une vraie philosophie et une volonté d'agir », plaide Lætitia Geneyton de Rêver les futurs. 🌱 LA NAVETTE



Les fondateurs de Rêver les futurs.

En savoir plus

<https://www.biocoop-bionacelle.fr>
<https://www.dessica.fr>
<https://www.infpp.com/>
<https://jardins-de-demain.fr/>
<https://www.reverlesfuturs.com/>
<https://www.3bis.fr/>